

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **L'Etat veut-il réellement favoriser l'approche domiciliaire ?**

Bien que tous les français soient concernés par la hausse des prix des carburants, certains professionnels de santé libéraux sont particulièrement impactés par ces augmentations.

En effet, ces derniers prennent en charge une partie, parfois majeure, de leur patientèle à domicile. Cela peut être quotidien, que ce soit en zone urbaine, péri-urbaine ou en zone rurale. Leurs modalités d'exercice ainsi que l'obligation de continuité des soins à laquelle ils sont soumis ne leur permettent pas d'utiliser les transports en commun et ils ne bénéficient d'aucune aide spécifique.

Pourtant, la mission de santé publique assurée quotidiennement par les professionnels de santé libéraux ne peut être ignorée : ces derniers sont essentiels au maintien à domicile des patients les plus âgés et de ceux en situation de dépendance.

Si l'Etat met en place certaines mesures, que l'UNPS salue, afin de compenser l'inflation, celles-ci ne sont pas suffisantes et ne bénéficient pas à l'ensemble des professionnels de santé libéraux. Ajoutés à cela les embouteillages, l'impossibilité de se garer puis l'éventuelle contravention reçue, les soins à domicile deviennent très compliqués à assurer pour ces derniers.

Afin de garantir une prise en charge satisfaisante au domicile de leurs patients, certains professionnels de santé libéraux n'ont d'autre choix, à ce jour, que de rogner sur leurs bénéfiques. D'autres ont déjà renoncé aux déplacements à domicile, participant ainsi au phénomène d'inégalité territoriale d'accès aux soins.

Il est urgent de prendre des mesures spécifiques en direction des professionnels de santé libéraux afin de compenser la hausse très importante du prix des carburants, de leurs équipements et, plus généralement, d'apporter des solutions afin de développer l'exercice à domicile.

Mesures fiscales, incitations à l'achat de véhicules électriques, l'UNPS appelle les autorités à se mobiliser pour éviter, à terme, les refus de soins liés aux coûts des déplacements pour les professionnels, assurer le virage domiciliaire souhaité, garantir un accès aux soins pour chaque patient, y compris en zone rurale, et enfin participer à la transition écologique.

Alors que l'Etat entend favoriser l'approche domiciliaire, un geste fort en direction des professionnels de santé libéraux est attendu.

Contact presse : [mathilde.guest@unps-sante.org](mailto:mathilde.guest@unps-sante.org)